

Gitega (page 3)

Explosion des prix de la viande



Au marché de Gitega, dans l'intervalle d'un mois seulement, le prix d' 1kg de la viande a augmenté de 2 000 FBu. Le prix d'1kg de la viande désossée par exemple est passé de 16 000FBu à 18 000FBu

GENRE

GENRE

COMMERCE



Rumonge

Zaina Nyange, Picasso de Rumonge (page 4)



Gitega : Un centre pour l'autonomisation des femmes

Un pas vers l'indépendance économique (page 5)



La libéralisation du commerce du sucre

Au revoir les files d'attente ? (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continu et en intégralité 24h/24.

Editorial La spéculation sur le commerce du sucre libéralisée ?



Mélance Maniragaba Directeur de publication adjoint

Une ordonnance conjointe des ministères en charge du commerce et en charge des finances, en date du 8 août 2024, annonce un

changement significatif dans la commercialisation du sucre.

Cette décision est perçue de manière diverse : prometteuse pour certains, inquiétante pour d'autres, voire désolante pour d'autres encore. A Bujumbura, capitale économique, ces derniers jours, obtenir 2 kg du sucre nécessitait une longue attente en file, chez un opérateur économique choisi sans consultation des consommateurs. La présentation d'un cahier de ménage était même requise.

La libéralisation du commerce

du sucre est prometteuse, car elle permet à tout opérateur économique capable d'importer ce produit de le faire. En ce qui concerne le prix de vente, l'opérateur peut se baser sur le prix d'achat et le prix de revient pour fixer le prix. Cependant, la loi de l'offre et de la demande jouera un rôle prépondérant.

Pour d'autres, la décision est désolante, car ce n'est pas la première fois que des tentatives pour augmenter la quantité du sucre sur le marché sont mises en place. Certaines de ces tentatives ont échoué ou sont restées

sans effet. La plus récente a été l'augmentation de la quantité du sucre en associant la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) avec la société ougandaise Sarrai Group.

De plus, ces initiatives ont été mises en œuvre parallèlement à une demande croissante en sucre, due à l'augmentation des unités de production de jus et des unités clandestines de transformation de boissons prohibées.

Le manque de devises suscite également des inquiétudes. De même, les tracasseries routières peuvent contraindre les exportateurs à verser des

pots-de-vin en cours de route.

Les répercussions de la pénurie récurrente du sucre ont été si importantes que les personnes touchées continuent de vivre dans un désespoir sans précédent. La nouvelle ordonnance apportera-t-elle des changements significatifs, ou est-ce simplement une libéralisation qui favorisera la spéculation dans le commerce du sucre ? Pour donner espoir aux consommateurs, les acteurs de la spéculation devraient logiquement plier bagages.

SPORT

Jeux Olympiques de Paris 2024 : la natation burundaise confrontée à de nombreux défis

Deux nageurs, un homme et une jeune fille qui ont représenté la Burundi aux JO de Paris 2024 ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Cela pour porter haut les couleurs nationales. Mais leurs performances n'ont pas été à la hauteur de celles de leurs concurrents. C'est probablement parce que la natation burundaise est encore en développement et fait face à de nombreux défis

Belly Crésus Ganira et Loïs Eliora Irishura ont représenté le Burundi dans le sport de natation en 50 m nage libre. M. Ganira a réalisé un chrono de 23,80 secondes, tandis que Mlle Irishura, âgée de 14 ans, a enregistré un chrono de 29,63 secondes. Malgré ces performances, ils ont tous deux été éliminés dès le premier tour.

« Je suis satisfait de la performance de nos deux nageurs. Ils ont battu le record du Burundi », indique Cassien Basogomba, président de la Fédération des Sports Aquatiques du Burundi. Il ajoute que dans la



Cassien Basogomba, président de la Fédération des Sports Aquatiques du Burundi est satisfait de la performance des nageurs qui ont représenté le Burundi aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

natation, il est plus difficile pour un sportif de maîtriser sa performance comparée à l'athlétisme ou à d'autres sports. Malgré tout, M. Ganira a battu son record personnel de 24,01 secondes, ce qui est un exploit en soi, surtout en s'entraînant au Burundi. Heureusement, M. Ganira évolue en France. Bien qu'il ait été éliminé dès le premier tour, son niveau reste relativement élevé.

Quant à Mlle Irishura, M. Basogomba souligne qu'elle mérite des félicitations pour sa participation aux Jeux Olympiques à un si jeune âge. Elle a réalisé un chrono inférieur à 30 secondes, un résultat meilleur que celui des nageuses burundaises des années 2000, ce qui

constitue une amélioration notable. Selon Célestin Mvutsebanka, enseignant à l'Institut d'Éducation Physique et des Sports (IEPS) de l'Université du Burundi, la performance des nageurs burundais n'est pas médiocre compte tenu des conditions d'entraînement. Leurs performances sont prometteuses, et ils pourraient s'améliorer dans l'avenir mais avec un suivi adéquat, et peut-être décrocher des médailles.

La natation burundaise encore à la traîne

Malgré les efforts des nageurs pour honorer le Burundi, leurs performances restent faibles à

l'échelle mondiale. La natation burundaise n'a pas encore atteint un niveau compétitif. Selon M. Basogomba, le principal problème n'est pas le manque d'infrastructures, mais plutôt la culture sportive. Les enfants ne sont pas assez motivés pour rejoindre des clubs de natation, et cette discipline nécessite des moyens financiers pour accéder aux piscines.

Un autre défi est le manque d'entraîneurs. Actuellement, il n'y a que huit entraîneurs actifs. « Nous faisons appel aux anciens nageurs pour entraîner, mais comme la natation est encore jeune au Burundi, nous manquons d'anciens nageurs qualifiés. De plus, tous les anciens sportifs ne deviennent pas entraîneurs. Il faut aussi avoir de la passion et d'autres qualités humaines », déplore M. Basogomba. Un autre problème spécifique est que les anciens nageurs sont souvent issus de familles relativement aisées. Ils poursuivent de bonnes études et sont ensuite occupés par le travail après leur carrière sportive. Ce qui limite leur disponibilité pour participer aux entraînements. Aujourd'hui, la Fédération des Sports Aquatiques fait souvent appel à des volontaires ou à des diplômés de l'IEPS, mais leurs compétences en matière d'entraînement sont limitées.

Des défis sont plutôt multifformes

Selon M. Mvutsebanka, une fois les Jeux Olympiques terminés, la

préparation pour la prochaine édition commence souvent plusieurs années à l'avance. Au Burundi, la préparation se fait souvent à la dernière minute. Ce qui constitue un défi majeur tant pour les sports individuels que collectifs. Un autre défi est le suivi sanitaire des athlètes. Par exemple, lors des Jeux Olympiques en cours, la délégation burundaise était accompagnée d'un physiothérapeute, mais lui seul ne suffit pas pour suivre les sportifs de manière adéquate. « Les athlètes ont-ils eu tous les moyens nécessaires pour s'entraîner correctement ? Les déplacements étaient-ils bien organisés ? Les entraîneurs sont-ils qualifiés et pris en charge par l'État ? Malheureusement, ce n'est pas le cas, sauf pour la Fédération de Football du Burundi », se demande M. Mvutsebanka.

Un autre défi est lié à la sélection des disciplines ou sports représentant le Burundi dans les compétitions internationales. Actuellement, seuls l'athlétisme, la natation et le judo représentent le pays. Les sports collectifs sont souvent négligés, probablement parce qu'ils sont plus coûteux que les sports individuels. Tous ces aspects réunis peuvent avoir un impact négatif sur les performances des sportifs dans les compétitions internationales.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco

Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juillet 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2864	2911
Euro	3119	3169
Shi. Kenyan	21,9537	22,3078
Shi. Tanzanien	1,0670	1,0842
Shi. Ougandais	0,7754	0,7879
Fr Rwandais	2,1866	2,2219

Gitega : La flambée des prix de la viande

Le prix de la viande de bœuf a augmenté sur le marché de Gitega. Les bouchers indiquent que le coût du transport est élevé en raison du manque de carburant. De plus, le prix d'achat des vaches sur le marché d'approvisionnement a grimpé

Mardi le 31 juillet 2024, vers 11h du matin, les reporters du journal Burundi Eco sont arrivés au marché de Gitega. À l'entrée de ce marché, une œuvre architecturale en forme d'arc presque comme un monument indique clairement que vous êtes bien au marché de Gitega. À l'intérieur, les clients affluent pour faire leurs courses. L'aire réservée à la vente de la viande attire particulièrement notre attention. Le constat est que le prix du kilo de la viande a augmenté comme se pratique à Bujumbura. Les bouchers expliquent cela arguant que le nombre de vaches disponibles pour l'abattage a diminué en raison de la loi gouvernementale sur la stabulation permanente et de l'interdiction de la divagation des animaux domestiques.

Montée des prix d'approvisionnement et de la vente

M. Franck, un boucher rencontré au marché, raconte : « Dans l'intervalle d'un mois seulement, le prix a augmenté de 2 000 FBu. 1 kg de la viande désossée coûte maintenant 18 000 FBu, contre 16 000 FBu auparavant. Quant à la viande avec os, elle se vend à 13 000 FBu le kilo. Ce boucher explique aussi que le



Jean Claude Niyoyitungira oeuvrant dans le marché de Gitega

coût du transport est élevé. « Les frais de déplacement ont augmenté. Un véhicule de transport (transville) est passé de 80 000 FBu à 300 000 FBu suite au manque de carburant.

Cependant, sur le marché d'approvisionnement, les prix ont également grimpé. Cela provoque la réduction du nombre de vaches disponibles pour l'abattage. « Vous voyez qu'il n'y a pas beaucoup de viande. Auparavant, nous vendions environ 30 vaches, mais aujourd'hui nous ne pouvons en

vendre qu'entre 17 et 20. Le nombre de vaches disponibles sur le marché d'approvisionnement a donc diminué. Une vache de race locale se vend maintenant à un million cinq cent mille FBu (1 500 000 FBu), alors qu'auparavant, elle se vendait entre 700 000 FBu et 900 000 FBu », a-t-il ajouté.

Jean Claude Niyoyitungira un autre boucher rencontré sur place abonde dans le même sens que le précédent. Quant à une vache de race frisonne, elle est désormais vendue à 5 000

000 FBu, contre 1 500 000 FBu auparavant.

Cette hausse du prix de la viande impacte également les personnes qui mangent dans les restaurants de la province de Gitega, où les prix ont également augmenté. « Un plat de pâtes, quelle que soit la variété, avec un morceau de viande coûte 5 000 FBu. Si l'on y ajoute des haricots, le coût passe à 6 000 FBu », a affirmé un serveur d'un restaurant.

Rappelons que dans une

correspondance du 31 janvier 2023 adressée aux gouverneurs des provinces, le ministre de l'Intérieur leur avait demandé que le prix de la viande soit uniforme dans toutes les provinces. Le prix du kilo de la viande sans os (umusoso) avait été fixé à 11 000 FBu, tandis que celui de la viande avec os (cangacanga) avait été établi à 10 000 FBu.

Aline Niyibigira

GOUVERNANCE

Elections 2025 et 2027 : La population de Gitega préoccupée

Avant les élections de 2025 et 2027, les habitants de la province de Gitega au Centre du pays souhaitent que les élus tiennent leurs promesses concernant les projets présentés. Les femmes se disent être prêtes à se présenter aux élections, tandis que les commerçants réclament plus de sécurité et la réouverture des frontières terrestres entre le Rwanda et le Burundi

« Je suis prêt à participer aux prochaines élections », indique Thierry Nsabimana, commerçant au marché de Gitega. Pour ce jeune célibataire, ce qui importe est que les élections se déroulent dans la paix et l'apaisement.

« Le citoyen a besoin de sécurité pour vaquer librement à ses activités quotidiennes », martèle-t-il. Concernant les projets présentés par les futurs représentants du peuple pendant la période de campagne, M. Nsabimana déplore que l'on puisse élire un candidat en prétextant qu'elle va apporter des bénéfices individuels.

« Normalement, les projets présentés par les candidats pendant la campagne ne doivent pas viser le développement d'un seul individu,



Les habitants de la province de Gitega estiment que ceux qui se présentent aux élections doivent tenir leurs promesses faites pendant la campagne.

mais concerner tous les citoyens. C'est pourquoi nous souhaitons que ceux qui présentent les projets les tiennent. Nous assistons souvent à des cas contraires », fait-il remarquer.

La réouverture des frontières terrestres entre le Rwanda et le Burundi : un atout majeur

« En tant que commerçante, j'aimerais que parmi les projets

à présenter pendant les élections figure la réouverture des frontières entre le Rwanda et le Burundi », demande S. N., commerçante au marché de Gitega.

Elle explique que la fermeture de ces frontières désavantage les commerçants qui doivent s'approvisionner en Ouganda. Pour se rendre à Kampala en Ouganda, il faut actuellement contourner en passant par la frontière Kobero (Burundi) - Kabanga (Tanzanie). « Le trajet dure environ 2 jours. Les

premiers jours, le coût était évalué à 200 mille FBu. Auparavant, je passais par Ngozi pour prendre un bus vers Kampala à Nyabugogo au Rwanda. Le trajet de Nyabugogo à Kampala durait moins d'une journée. Certains commerçants faisaient un aller-retour. Le coût oscillait autour de 140 mille FBu », explique S. N.

Elle confirme que plus le trajet est long, plus le séjour et la restauration deviennent chers. Cela sans oublier la fatigue accrue.

Les femmes prêtes à se lancer dans la compétition

Pascasie Nahishakiye, cheffe de colline Kaguhu, commune de Giheta dans la province de Gitega, indique qu'elle a déjà commencé à encourager les femmes à se présenter aux élections afin de briser les tabous. « Dans le passé, la femme burundaise n'était ni autorisée à fréquenter l'école ni à se présenter aux élections. Actuellement, la législation autorise la femme à élire et à se faire élire. Il est donc crucial de profiter de ce que nous accorde la législation », explique-t-elle.

Mme Nahishakiye témoigne que la présence des femmes dans les instances de décision permet de mieux exprimer leur opinion et de contribuer au développement non seulement de la famille, mais aussi du pays.

Calinie Nahishakiye, commerçante au marché de Gitega, annonce qu'elle ne s'est jamais présentée au processus électoral. Membre de l'église pentecôtiste, elle confie avoir été déçue par des chrétiens qui s'entredéchirent pendant la période électorale. Ce qui fait qu'elle ne se sent pas concernée par le processus électoral, encore moins à se faire élire.

Mélance Maniragaba

Le transport maritime et aérien à améliorer

Le transport maritime et aérien est avantageux une fois rentabilisé. Malheureusement, ces derniers restent sous-développés. Dans ce numéro 621 de Burundi Eco, nous allons revenir sur l'état des lieux du transport maritime et aérien comme présentés dans les états généraux sur le transport



Le transport des biens et des personnes par bateaux est inapproprié dans les ports secondaires et dans les lacs du Nord

Dans sa présentation intitulée « Le rôle du transport lacustre dans la croissance économique du Burundi », Apollinaire Nkuranga, chef de service hygiène santé, sécurité et environnement à l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi (AMPB), la flotte lacustre est vétuste et faiblement entretenue. Il indique que les infrastructures et équipements portuaires sont vieux et moins entretenus.

M. Nkuranga avoue que l'évolution du tonnage est faible et d'une absence de connexion dans le transport multimodal.

Et de renchérir : « Pourtant, le transport multimodal rail-lac est moins cher, mais moins utilisé ». Il déplore également que le port de Rumonge a été submergé. M.Nkuranga signale l'absence d'un système efficace de communication entre navires et navire-ports, l'absence de connectivité entre ports, l'absence d'un centre de formation et de perfectionnement maritime et multidisciplinaire ainsi que l'absence de données météorologiques maritimes.

Pour lui, le transport des biens et des personnes par bateaux est inapproprié dans les ports

secondaires et dans les lacs du Nord. « Il est constaté aussi un manque de personnel du secteur de transport maritime (faibles salaires non attractifs), d'une absence d'une autonomie de gestion. Les allocations budgétaires insuffisantes ne permettant pas l'AMPB d'accomplir convenablement les missions lui assignées... », fait-il remarquer.

Des programmes de développement du transport sur le lac Tanganyika

M.Nkuranga annonce des projets de développement des infrastructures sur le long du lac Tanganyika. Il s'agit du projet de modernisation et de la réhabilitation du port de Bujumbura et voies d'accès, du projet d'aménagement du port de Rumonge, du projet d'aménagement du port de Kabonga, la déviation du canal de Buyenzi, la construction du chantier naval, la construction du terminal à conteneurs, les préparatifs pour le dragage du bassin portuaire en cours, la construction du quai passagers.

Il regrette que le quai pétrolier réhabilité a été submergé. Pour ce qui est du projet de construction du port de Rumonge, la composante A concerne les travaux de génie civil. Elle vise la construction de deux digues de protection, la construction d'un quai d'accostage, la construction d'une plateforme flottante pour les passagers, la construction d'un bâtiment administratif, le dragage et terrassement ainsi que les travaux de voirie et réseaux divers.

La composante B parle des équipements portuaires. Elle évoque la mise en place d'une grue pneumatique mobile, de 2 chariots élévateur de 3 à 5 tonnes, des équipements de balisage aux entrées du port, des équipements d'aide à la navigation sur le lac et des équipements pour le centre de formation (matériel informatique et bureautique).

« Le coût estimatif du projet est de 14,7 millions USD dans un délai de 30 mois », révèle M.Nkuranga.

Quant au projet de construction

du port de Kabonga, des travaux de génie civil sont envisagés. C'est notamment la construction d'un quai de 160 m de long pouvant accueillir 2 bateaux de 60 m chacun, la construction des hangars de stockage et d'un bâtiment administratif pour les services publics, la construction des digues à talus Nord et Sud, la construction d'un quai passager (Rampe RoRo), la construction d'une zone d'accostage des petites unités, l'aménagement de terre-plein : remblaiement et viabilisation des terres pleines, création des voies de circulation. Cela sans oublier la construction des voies d'accès : raccordement du port à la RN3 et réalisation d'une couche de forme (bitume) sur le tronçon kabonga -Nyanza lac de cette route et l'électrification, soit le raccordement du port au réseau électrique. Selon toujours M. Nkuranga, le consultant a déjà fait des études préliminaires (reliquat sur le don alloué aux études de faisabilité du port de Bujumbura). Il est donc nécessaire de faire des études détaillées dans un délai estimatif de 6 à 9 mois. Le budget est évalué entre 200 000 et 350 000 USD. Le financement est non encore acquis.

Des mesures de facilitations des investisseurs

M.Nkuranga précise que l'AMPB a initié et mis en œuvre le programme de formation de 3 plongeurs pour la recherche et le sauvetage. Actuellement, dit-il, trois capitaines de bateaux sont en cours de formation à Dar-es-Salaam. « La mise en place d'un plan de recherche et de sauvetage (SAR) est en cours tandis qu'il est prévue une acquisition de 2 grues mobiles pour la manutention de conteneurs, 3 bateaux de recherche et sauvetage et 2 phares de signalisation à

l'entrée du port », martèle-t-il avant d'informer qu'il est envisagée une harmonisation de la législation du transport sur le lac Tanganyika...

Le transport aérien indispensable

Au nom de l'Autorité de l'Aviation Civile du Burundi (AACB), Deus Niyonkuru a fait une présentation dénommée « Le transport aérien, levier du développement économique du pays ». Cette présentation signale que le transport aérien stimule les entrées de devises issues des activités des compagnies aériennes, prestataires et fournisseurs de services aériens. Son auteur M.Niyonkuru explique que ce mode de transport stimule également la croissance du tourisme. Selon toujours lui, le transport aérien génère des revenus pour l'agriculture par l'exportation des produits agricoles (fleurs, fruits et légumes, poisson et viande). Et de poursuivre : « Le transport aérien permet de mieux combattre les famines et les épidémies par l'acheminement rapide des vivres et des médicaments ».

Pour le rentabiliser, M.Niyonkuru convie au développement du tourisme, à l'augmentation des produits d'exportation, à la multiplication des conférences, des séminaires, ateliers et des événements sportifs. D'après lui, l'intégration stratégique du transport aérien avec les autres modes de transport, notamment le transport lacustre (opportunités Sud-Est de la RDC, Zambie...) et celle de la stratégie du transport aérien dans la vision stratégique globale du pays est un atout.

Mélance Maniragaba

GENRE

Zaina Nyange, Picasso de Rumonge

Zaina Nyange, appelée aussi Zai par ses proches, une jeune fille de 16 ans rencontrée au centre artistique Art in Life de Rumonge incarne un potentiel exceptionnel dans la peinture. Elève en deuxième année dans la section de Gestion, elle parvient facilement à concilier ses études et sa passion pour la peinture. Découvrons son parcours



Zaina Nyange : « On trouve toujours le temps de faire ce que l'on aime. »

Zaina Nyange est une fille de 16 ans que nous avons rencontrée au centre Art in Life de Rumonge. Ce centre est spécialisé dans la production de divers objets artistiques, notamment ceux liés à la peinture. Zai vit dans la ville de Rumonge avec sa famille. Elle est la deuxième fille d'une fratrie de trois enfants. Elle étudie en deuxième année dans la section de Gestion à l'École consulaire de Rumonge.

Comme elle le dit, depuis l'école primaire, elle a toujours été passionnée par le dessin : « Le dessin a toujours été un cours que je réussissais facilement à l'école, même à la maison, je m'amusais à dessiner », témoigne-t-elle. Ce n'est

qu'en 2021 qu'elle a appris par ses camarades de classe l'existence d'un centre artistique où elle pourrait acquérir plus de connaissances en la matière. C'est ainsi qu'elle s'est inscrite au centre Art in Life pour une formation de six mois. Grâce à sa passion et à sa soif d'apprendre, accompagnées par le soutien de ses parents, Zai a réussi avec succès cette formation.

On trouve toujours du temps pour ce qu'on aime

Depuis la fin de sa formation, elle a commencé à œuvrer comme

une professionnelle au sein de ce centre. Depuis, elle a déjà réalisé près d'une vingtaine de tableaux, admirés par la plupart des visiteurs qui fréquentent ce centre, comme le témoigne Danny Bindariye, directeur du centre Art in Life de Rumonge. « Tous ceux qui visitent ce centre sont impressionnés par le talent de Zai. Elle est vraiment passionnée par la peinture. Elle n'a pas peur de monter pour peindre les murs, et elle se débrouille très bien. Nos clients ont parfois du mal à croire que c'est elle qui fait tout cela », témoigne-t-il.

Concernant son parcours scolaire, Zai témoigne qu'elle n'a aucun problème à concilier les études et son métier : « On trouve toujours le temps de faire ce que l'on aime », dit-elle avec une voix remplie

de conviction. Sa détermination se lit sur son visage. Elle nous partage son quotidien : pendant la période des cours, ses journées sont organisées comme suit. Le matin, elle effectue les travaux ménagers, puis se prépare pour aller à l'école. L'après-midi, elle se rend au centre Art in Life pour peindre, une façon pour elle de se divertir et de se reposer. Après ces séances, elle rentre à la maison pour réviser les leçons apprises à l'école. « C'est une question d'organisation. Je veux réussir à l'école, mais je ne veux pas non plus abandonner mon métier de peintre. Dieu merci, je parviens à réussir facilement à l'école. En ce qui concerne la peinture, je m'améliore de jour en jour. J'adore comment Danny dessine, il est vraiment mon modèle et mon mentor. À chaque fois, je m'efforce de dessiner comme lui », témoigne-t-elle.

Son rêve est d'améliorer ses connaissances en la matière jusqu'à être capable de transmettre ses compétences à d'autres jeunes. Aux jeunes, surtout aux filles passionnées par la peinture, elle conseille de ne pas céder à la peur. Selon elle, une fille peut facilement exceller dans la peinture, parfois même plus que ses pairs masculins. Il suffit seulement qu'elle ait la soif d'apprendre et la détermination.

Florence Inyabuntu



La plupart des visiteurs du centre Art in Life admirent les tableaux de Zai.

Gitega : Un centre pour l'autonomisation des femmes

Un pas vers l'indépendance économique

Pour soutenir les femmes en situation de vulnérabilité, la commune de Gitega a mis en place un centre de formations pour le développement de leurs compétences. Le passage à l'artisanat féminin comme solution durable permet non seulement de générer des revenus, mais aussi d'apporter une autonomie financière

Située au centre du pays, la commune de Gitega est actuellement le chef-lieu de la capitale politique du Burundi. Elle est limitée au Nord par les communes de Giheta et Bugendana, à l'Est par les communes d'Itaba et Butezi, à l'Ouest par la commune de Nyabihanga, et au Sud par la commune de Makebuko.

Depuis 2021, cette commune a regroupé des femmes en situation de vulnérabilité au sein d'une coopérative. « Cette initiative est née du constat que la commune accueillait chaque jour des femmes en difficulté, notamment des femmes chef de ménage, des femmes abandonnées par leur mari, ainsi que des mères célibataires en quête d'assistance » a annoncé Jacques Nduwimana, administrateur communal de Gitega lors d'un entretien avec les reporters du journal Burundi Eco en date du 31 juillet 2024.

Et d'ajouter : « Dans un premier temps, nous avons envisagé de leur donner un petit capital pour exercer des activités de petit commerce, mais ce programme n'a pas eu les résultats escomptés, car certaines femmes sont revenues en expliquant avoir subi des pertes, qu'elles sont tombées malades, ou avoir utilisé le capital pour se faire soigner. Nous avons conclu que pour leur offrir une aide durable, il était essentiel de leur enseigner des métiers pouvant générer des revenus en milieu urbain. Dans ce sens, nous avons décidé de développer l'artisanat féminin comme solution ».

Objet du projet de regroupement

M.Nduwimana a indiqué qu'au départ, une cinquantaine de femmes ont été regroupées au sein de la coopérative Akaranga Gitega pour ne pas toujours leur accorder une assistance mais plutôt pour produire des articles artisanaux. « Nous avons d'abord renforcé leurs capacités en matière de création et de gestion de la coopérative tout en abordant des thématiques transversales essentielles à leur épanouissement, telles que l'entrepreneuriat, la nutrition infantile, la citoyenneté, la résolution pacifique des conflits ainsi que la santé sexuelle et reproductive ».

Cependant, cette coopérative pilote Akaranga-Gitega a été financée par la commune à hauteur de 15 millions de FBu tout en fournissant des machines à coudre, de matériels pour la vannerie, pour la broderie, la cordonnerie et la poterie moderne. Ainsi, la commune a inclus une catégorie de femmes Batwa, regroupées également en coopérative. L'administrateur communal de Gitega affirme que ce soutien a contribué à améliorer l'autonomie financière de ces femmes. Forte de cette expérience réussie, l'administration a



Les femmes encadrées demandent de l'aide pour obtenir des Cartes d'Assurance Maladie (CAM) ».

envisagé de créer un plus grand nombre de coopérative pour les femmes. Actuellement, plus de 800 femmes sont regroupées dans les coopératives

Naissance et financement du centre

« Comme la commune ne pouvait pas financer seule plusieurs coopératives, elle a élaboré un projet intitulé centre de développement intégré pour les femmes de la commune de Gitega. Celui-ci a été conçu à la fois comme un lieu de formation et comme un espace de partage et d'échange d'expériences entre les femmes » dit M.Nduwimana. Ce projet a été approuvé depuis février 2023 et financé à plus de 300 000 euros par l'Union européenne via le Fonds de coopération de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour une durée de deux ans. D'autres partenaires sont entre autres : l'Ong Kazoza, FVS Amade et WorldVision qui a octroyé une vingtaine de machines à coudre.

Ledit projet est composé de trois volets, à savoir : le renforcement des Capacités : Ce volet inclut l'apprentissage des métiers artisanaux. Les formations actuellement en cours portent sur la couture, le tissage, la broderie, la vannerie, la cordonnerie, la bijouterie et la poterie. Le second volet concerne la construction du centre d'accueil, nommé centre de développement intégré pour les femmes, constitué d'une salle polyvalente, 3 ateliers, 2 magasins, 5 bureaux, les sanitaires femmes/hommes, etc. Les travaux de finissage sont en cours. Le troisième volet est l'accès au marché. Il vise à faciliter la commercialisation des produits. Cependant, des échoppes pour l'exposition, la vente et la commercialisation des articles fabriqués ont été construites.

Quid des critères pour être encadré ?

Jacques Nduwimana indique qu'aucun critère n'est exigé. « Le



Les travaux de finissage du centre de développement intégré pour les femmes de la commune de Gitega sont en cours. Le projet est financé à hauteur de plus de 300 000 euros.

centre est ouvert à toute femme ayant l'ambition d'améliorer ses conditions de vie ou souhaitant collaborer avec d'autres femmes pour le développement de sa famille. De surcroît, chaque coopérative encadrée par le centre doit ouvrir un compte dans une institution financière, qu'il s'agisse d'un compte bancaire ou d'une microfinance ».

Des séances de formation sur l'ouverture d'un compte bancaire et les avantages de disposer d'un tel compte ont été organisées par les responsables des institutions financières à l'endroit de ces femmes. Dans ce sens, certaines d'entre elles ont déjà contractés des crédits et ont réalisé d'autres projets de développement.

Des avancées mais aussi des défis

Malgré les sensibilisations effectuées, de nombreuses femmes souhaitent être encadrées par le centre jeune de Gitega, en attendant que les travaux de construction de leur centre soient terminés. L'administration communale fait savoir qu'actuellement, une vingtaine de coopératives provenant de différentes zones de la commune de Gitega bénéficient d'un accompagnement dudit centre. Ainsi, cela nécessite des ressources importantes, car, en plus des renforcements de capacités qui peuvent être réalisés à moindre coût, des demandes de soutien matériel ou financier sont également formulées par les membres de ces coopératives. Et d'ajouter : « Nous sommes en train

de solliciter d'autres partenaires pour soutenir la réalisation de ce projet. Nous espérons ainsi que, à la fin du projet, les activités du centre seront pérennisées ».

Les bénéficiaires s'en réjouissent

Madame Gisèle Ntirabampa, résidant sur la colline Rutegama, est formatrice en broderie. Cette sexagénaire affirme que ce métier est très avantageux pour elle. « J'exerce ce métier depuis quelques jours et je suis rémunérée. Quand on te paie, tu peux subvenir à tes besoins ».

Quant à Mme Triphine Ndayisaba, membre de la coopérative Akaranga Gitega, âgée de 57 ans et mère de 7 enfants, elle totalise deux ans dans ce métier. Elle souligne que ce travail est très bénéfique pour elle. « Nous avons commencé par être formées à la bonne cohabitation. Avant, nous n'avions pas de quoi mettre sous la dent, mais aujourd'hui, nous bénéficions des frais de déplacement lors des formations organisées. Dans notre coopérative, nous avons reçu des machines à coudre, et certaines d'entre nous se consacrent à la broderie ou à la vannerie. Lorsque nous vendons nos produits, nous partageons

l'argent. Celles qui n'avaient pas de vêtements peuvent désormais s'en procurer. »

Ces femmes demandent encore un soutien. « Nous ne sommes pas encore arrivées à ce que nous souhaitons. Lorsque nous partageons l'argent reçu après la vente, chacune ne reçoit que 10 000 FBu ou 20 000 FBu, ce qui est très insuffisant. Nous travaillons seulement les mercredis et les vendredis. Cependant, si nous avions un capital plus élevé, nous pourrions travailler tous les jours. Nous demandons de l'aide pour obtenir des Cartes d'Assurance Maladie (CAM) ».

Aline Niyibigira

La libéralisation du commerce du sucre

Au revoir les files d'attente ?

La libéralisation du commerce du sucre a été autorisée par le ministère ayant le commerce dans ses attributions en collaboration avec le ministère des finances depuis ce jeudi 8 août 2024. Désormais, le coût du sucre sera dicté par la loi de l'offre et de la demande. La libéralisation du commerce des autres denrées alimentaires pourrait mettre fin aux spéculations et la hausse des produits de première nécessité.



La distribution du sucre en Mairie de Bujumbura aux clients est marquée par de longues files d'attente devant les magasins des distributeurs agréés.

Depuis ce jeudi le 08 août 2024, le gouvernement du Burundi a annoncé la libéralisation du commerce du sucre sur le territoire national. Cela est du ressort d'une ordonnance conjointe entre le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme avec le ministère des Finances, du Budget et de la Planification.

Désormais, le coût du sucre sera dicté par la loi de l'offre et de la demande. « Le coût du sucre produit localement ou importé est fixé en fonction du coût de production ou du coût d'importation », lit-on dans cette ordonnance.

Ainsi, les deux ministères informent le public que toutes les autorisations avec exonérations déjà octroyées aux importateurs du sucre sont annulées et ces derniers sont priés d'introduire une nouvelle demande selon les conditions qui seront fixées par le ministère ayant le commerce dans ses attributions.

La société civile acclame

Faustin Ndikumana, le président

de l'ONG locale Parcém qui milite pour la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption salue l'initiative du gouvernement de libéraliser le commerce du sucre et espère que les spéculations autour de ce produit stratégique et les files d'attentes vont être diminuées.

Cet expert en économie précise que la libéralisation des bureaux de change facilitera aussi l'importation des produits en provenance de l'étranger. Il indique que la Banque centrale doit continuer à chercher les devises via la coopération et les partenaires du gouvernement afin de les injecter dans les banques commerciales.

La libéralisation du commerce du sucre était longtemps attendue. La Sosumo, la seule société qui produit du sucre, a du mal à satisfaire sa clientèle. En plus, sa capacité de production évolue en dents de scie. Avec une production annuelle de 20 mille tonnes, cette société fait recours à l'importation et plus

de 45 mille tonnes sont importés chaque année soit plus du double de sa production annuelle. Malgré cela, la pénurie du sucre persiste. La distribution du sucre aux clients est marquée par de longues files d'attente devant les magasins des distributeurs agréés du sucre. Le cahier de ménage est une exigence pour se procurer d'un ou deux kilos du sucre. Peut-on confirmer que c'est la fin de ces files ? Il est encore trop tôt.

Pourtant, la décision de libéralisation du commerce du sucre vient quelques jours après que le ministre des Audace Niyonzima avait annoncé lors de la plénière du 13 juin 2024 la détaxation du sucre dans l'année budgétaire en cours. Parmi les mesures prévues pour faciliter la commercialisation et l'importation de cette denrée stratégique figurent la suppression de la taxe sur la consommation, la TVA, mais aussi la demande de la réduction des droits de douanes de 100% à 25%.

Qu'est-ce que des autres denrées stratégiques ?

Si la pénurie du sucre a inquiété les décideurs, il faudrait aussi penser aux stratégies de réduire le coût des autres denrées alimentaires. Les consommateurs assistent impuissamment à la hausse de certains produits de première nécessité bien qu'ils soient en période de récolte.

Dans un reportage effectué sur le marché de Ngagara II communément appelé « Cotebu », ce jeudi le 08 août 2024, un kilo de haricots appelé kirundo s'achète 2600 FBu, celui des haricots rouges appelé kinure se négocie entre 3000 FBu et 3200 FBu, tandis qu'un kilo de haricots jaunes vaut 5000 FBu. Les prix de cette denrée alimentaire après un mois de récolte inquiètent

les consommateurs. La pénurie de carburant est l'une des raisons qui explique cette hausse selon les sources contactées.

Le prix de la viande et de la pomme de terre reste élevé. Actuellement, un kilo de viande vaut 20000 FBu tandis qu'un kilo de la pomme de terre s'achète entre 2000 FBu et 2400 FBu.

Toutefois, le prix des oignons a sensiblement baissé. Un kilo d'oignons rouges ou blancs qui s'achetait entre 7000 FBu et 8000 FBu en avril 2024, vaut actuellement 2000 FBu.

Le tableau ci-dessous indique le prix des denrées alimentaires du 08 août 2024 au marché de Ngagara II appelé communément « Cotebu ».

Articles	Prix(en FBu)
Riz Tanzanien	6000/ kg
Riz moins cher (produit localement)	4000/ kg
Haricots jaunes	5000/kg
Haricots de type Kinure	3200/kg
Haricots de type Kirundo	2600/kg
Pommes de terre	2100/kg
Viande	20000/kg
Huile de palme	9000/ bouteille de 1,5l
Huile de palme raffinée	1800/ bouteille de 1,5l
Banane verte	1200/kg
Tomates	3000/kg
Farine de manioc (Ikivunde)	3000/kg
Farine de maïs (Isembe)	3000/kg

Méchaël Tuyubahe

SPORT

La fédération d'athlétisme du Burundi et le CNO : à quand la fin du bras de fer ?

Le Burundi participe aux Jeux olympiques de Paris 2024. Avant que la délégation burundaise ne s'envole pour la France, la Fédération burundaise d'athlétisme, à travers plusieurs correspondances, a accusé le Comité National Olympique du Burundi (CNO) de ne pas avoir pris en compte les noms des officiels proposés. C'est pour cette raison que le président de la fédération n'a pas fait le voyage en France. Il a choisi de se montrer solidaire avec ses entraîneurs, qui ont été écartés et n'ont pas pu accompagner leurs athlètes. Voici pourquoi il a pris une telle décision.



Dieudonné Kwizera, président de la Fédération d'athlétisme du Burundi, n'a pas participé aux Jeux olympiques de Paris 2024 afin d'être solidaire avec des entraîneurs non retenus par le CNO du Burundi.

Il précise qu'il avait transmis au CNO les noms de cinq officiels, dont des entraîneurs : Khéris Manirakiza, Aloys Nizigama, Sylvère Nsengiyumva, Giabrone Giesspe et lui-même, Dieudonné Kwizera. Cependant, seuls les deux derniers ont été retenus par le CNO. En revanche, le CNO a ajouté l'entraîneur Salvator Nizigama, que la Fédération d'athlétisme ne reconnaît pas. Selon M. Kwizera, les quatre athlètes (exceptés ceux de judo et de la natation)

qui représentent le Burundi aux JO de Paris 2024 devaient être accompagnés par cinq entraîneurs.

M. Kwizera explique que le CNO lui a demandé de transmettre la liste des athlètes participant aux Jeux olympiques, et que la fédération a proposé les sportifs qui ont atteint les minima requis pour participer aux JO, conformément à l'accord de World Athletics. C'est cette organisation qui précise le nombre d'athlètes nécessaires. En retour, le CNO a demandé la liste des

entraîneurs, en tenant compte du nombre d'athlètes représentant le Burundi.

M. Kwizera n'a pas participé aux Jeux olympiques

« Même si j'étais inscrit sur la liste des officiels, je ne pouvais pas partir en France en laissant derrière les entraîneurs qui ont travaillé d'arrache-pied pour préparer les athlètes pendant quatre ans. C'est pourquoi j'ai décidé d'être solidaire avec eux en restant au Burundi, au lieu de me rendre en France contre mon gré, pour montrer mon désaccord avec la décision du CNO », a déclaré M. Kwizera.

Tout cela n'est pas sans conséquences. Pourquoi ? Selon M. Kwizera, quand les choses ne se déroulent pas correctement, les conséquences sont inévitables. Il ajoute : « Heureusement, les athlètes comprennent pourquoi j'ai pris une telle décision et me soutiennent. » Malgré tout, les membres du CNO ne peuvent pas participer aux JO sans les sportifs. De plus, la majorité de ces derniers proviennent de la Fédération d'athlétisme, qui a le droit de désigner les entraîneurs, et non le CNO. Pourquoi ? Parce que c'est la fédération qui connaît les sportifs qualifiés. Le sportif

a une place essentielle dans la participation aux JO, mais il ne faut pas ignorer son entraîneur.

Que dit un expert du sport ?

« La fédération en charge de l'athlétisme et le CNO doivent avoir le même objectif : représenter le Burundi aux compétitions internationales », explique Célestin Mvutsebanka, enseignant à l'Institut d'Éducation Physique et des Sports (IEPS) de l'Université du Burundi. Selon lui, les correspondances échangées entre la Fédération d'athlétisme et le CNO montrent qu'il n'y a pas de dialogue entre eux. Peut-être que l'une des parties prenantes ne fait pas ce qu'elle devait ou agit sans le consentement de l'autre, d'où la naissance de ce bras de fer.

Après tout, pour cet universitaire, il y a quelque chose qui se cache derrière cette situation, car il n'est pas nécessaire que ces correspondances soient rendues publiques. En conséquence, les victimes de ce bras de fer sont les sportifs, car le soutien dont ils devraient bénéficier de toutes les parties prenantes s'amenuise.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

